



Le Préfet de la Charente

Direction départementale des territoires  
Service eau environnement risques  
Unité protection des milieux aquatiques

**Arrêté préfectoral  
Autorisation IOTA  
RN 141- Aménagement à 2x2 voies  
entre Roumazières-Loubert et Exideuil**

*n° 16-2018-02-16-002*

LE PRÉFET DE LA CHARENTE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles, L. 181-1 à L. 181-31, L. 211-1, L211-7, L. 214-1 à L. 214-6, et R214-1 à R214-56 ;

Vu la directive européenne 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu le Code de l'expropriation ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, et notamment son article 640 ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités ayant un impact sur la luminosité soumis à déclaration et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature définie par l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) ;

Vu l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) ;

Vu l'arrêté du 13 février 2002 de prescriptions générales pour les installations, ouvrages, travaux ou remblais en lit majeur soumis à déclaration ;

Vu les arrêtés du 27 août 1999 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création et de vidanges de plans d'eau soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de délimitation et de définition des zones humides et l'arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural et la pêche maritime et l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2017 définissant les points d'eau à prendre en compte pour son application ;

Vu l'atlas des zones inondables (Charente Amont) daté de juin 2008 ;

Vu les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne ;

Vu les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne ;

Vu le SAGE Vienne ;

Vu l'arrêté n° 111/2017 du 8 novembre 2017 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales protégées et de leurs habitats - Mise à 2x2 voies de la RN 141 sur le tronçon Exideuil-Roumazières ;

Vu la déclaration d'utilité publique du projet de mise à 2\*2 voies de la RN 141 entre Chasseneuil-sur-Bonnieure et Etagnac dans le département de la Charente, prononcée par décret en Conseil d'État le 6 janvier 2000 et prorogée par décret le 30 décembre 2009 ;

Vu le dossier déposé le 20 mars 2017 au titre du L.214-1, par Monsieur le directeur de la DREAL Nouvelle-Aquitaine enregistré sous le n° 16.2017.00026 et concernant l'aménagement à 2x2 voies de la RN141 entre Roumazière et Exideuil ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique (du 6 au 24 novembre) et son déroulement ;

Vu les délibérations favorables des collectivités concernées,

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 10 décembre 2017,

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 1<sup>er</sup> février 2018 ;

Vu le projet d'arrêté adressé à la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du logement de la Nouvelle Aquitaine en date du 2 février 2018;

Vu la réponse formulée par le bénéficiaire le 13 février 2018 sur le projet d'arrêté ;

Considérant la nécessité de limiter les incidences des aménagements routiers sur l'environnement, la ressource en eau, les milieux naturels aquatiques, en phase travaux et en exploitation ;

Considérant :

- que la mise à 2x2 voies de la RN141 est réalisée dans le cadre du volet multimodal du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, en tant que route nationale répertoriée au schéma directeur routier national et maillon important de la Route Centre Europe Atlantique, qu'elle améliore les conditions de circulation pour les usagers de la route (11 600 véhicules/j et 25 % de poids lourds) en assurant une meilleure sécurité aux riverains des agglomérations déviées, qu'elle améliore aussi la transparence écologique de l'ouvrage routier actuel et le traitement des eaux de la plateforme routière et qu'à ce titre, le projet objet de la demande présente un intérêt public majeur ;
- que le choix du tracé s'est fait dans le cadre contraint d'une largeur de bande de DUP de 300 m, d'un relief marqué et de règles de conception géométrique strictes suite à l'étude de 4 variantes soumises à une analyse multicritère
- que le franchissement des deux cours d'eau à enjeux forts se fait en favorisant l'évitement des zones à forts enjeux par un viaduc sur la Charente et un franchissement avec appuis en lit majeur à 7 m des berges de la Soulène ;
- que compte tenu des impacts prévisibles les continuités écologiques construites dans le cadre des travaux de la RN141 ne sont pas interrompues ;
- que le tracé ne présente pas d'incidence sur les sites Natura 2000, ni sur un site d'intérêt communautaire ou en zone de protection spéciale ;

- que 6 ha et 1080 mètres linéaires de ripisylve sont déjà acquis spécifiquement pour la compensation zone humide soit environ 25 % de l'objectif et d'autres secteurs sont en cours d'acquisition ;
- que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau dans la mesure où elles préviennent les inondations, préservent les écosystèmes aquatiques et les zones humides, prennent les dispositions de protection des eaux contre la pollution par déversements, écoulements susceptibles d'accroître la dégradation des eaux par le débit et la qualité des rejets au milieu récepteur ;
- que conformément au décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale, à la date du dépôt du dossier au 20 mars 2017 et ce jusqu'au 30 juin 2017, le bénéficiaire ayant le choix de la procédure a opté pour une autorisation au titre de la Loi sur l'eau IOTA uniquement (L214-1 à 6 du code de l'environnement). Une demande de dérogation à la destruction des espèces protégées s'est faite en parallèle et a été accordée par l'arrêté n° 211//2017 du 8 novembre 2017.

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Charente,

## ARRETE

### Article 1 : Objet de l'autorisation

Le bénéficiaire de l'autorisation est la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine – 15 rue Arthur Ranc – BP60539 – 86023 POITIERS cedex ci-après dénommée le « bénéficiaire ».

La demande est faite dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la RN 141 sur le tronçon de 12 km (138 ha) entre Roumazières-Loubert et Exideuil-sur-Vienne, sur les communes de Roumazières-Loubert, Exideuil-sur-Vienne, Nieuil, Suris, la Peruse et Chabanais.

Le bénéficiaire est autorisé, au titre du code de l'environnement, à réaliser et à exploiter les installations, ouvrages, travaux et installations rendus nécessaires à la réalisation des ouvrages routiers et des ouvrages de franchissement (ouvrages d'arts, ouvrages hydrauliques et autres ouvrages de rétablissement) dans le cadre de cet aménagement.

La présente autorisation porte sur les ouvrages, installations et travaux liés aux aménagements suivants :

- la section à 2\*2 voies créée de 12 km (largeur 23 m),
- un échangeur à Roumazières- Loubert reliant l'actuelle RN 141 à l'infrastructure projetée,
- un raccordement à l'est sur l'échangeur d'Exideuil sur Vienne déjà partiellement aménagé,
- 4 ouvrages d'art non courants (Viaduc de la Charente, ouvrage hydraulique enjambant les berges de la Soulène (OH23), pont-rail et franchissement de la canalisation de gaz),
- 8 ouvrages d'art courant,
- 13 ouvrages hydrauliques (dont celui de la Soulène),
- 23 buses sèches pour le passage de la petite faune,
- 8 bassins de collecte et de traitement des eaux pluviales,
- les installations permettant la construction de la route et le bon déroulement du chantier,
- les dépôts provisoires et définitifs de matériaux excédentaires,
- les éléments connexes d'insertion dans l'environnement (mesures de protection de la ressource en eau, protections acoustiques, aménagements paysagers, mesures de génie écologique, mesures environnementales compensatoires).

Ces ouvrages peuvent présenter un caractère définitif (ouvrages hydrauliques, ouvrages de traitement des eaux, remblais routiers en zones humides, reprise du lit mineur de cours d'eau...) ou provisoire (durée de présence estimée de 6 mois à 2 ans) lorsqu'ils sont nécessaires à la construction des ouvrages à caractère définitif (ouvrages hydrauliques provisoires, pompes pour les besoins du chantier...).

Cette autorisation est délivrée au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L214-3 annexée à l'article R.241-1 du Code de l'Environnement :

Rubriques	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet (augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant dont les écoulements naturels sont interceptés par le projet) étant supérieure à 20 hectares	Autorisation (56,8 ha)	/
2.2.4.0	Rejet de sels dissous	Déclaration 6-9 t (en pointe)	/
3.1.1.0	installations, ouvrages, remblais et épis dans le lit mineur d'un cours d'eau constituant un obstacle à l'écoulement des crues	Autorisation	/
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur supérieure à 100 mètres.	Autorisation linéaire cumulé 1 194m	Arrêté du 28 novembre 2007
3.1.3.0.	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 10 m.	Autorisation (241 m)	Arrêté du 13 février 2002
3.1.4.0	Consolidation ou protection de berges par des techniques autres que végétales sur une longueur supérieure à 20 m et inférieure à 200 m	Autorisation (200 m)	Arrêté du 13 février 2002
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens entraînant la destruction de moins de 200 m <sup>2</sup> de frayères	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais et épis dans le lit majeur d'un cours d'eau, la surface soustraite étant égale ou supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure, la surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur	Déclaration (remblai cumulé 3080 m <sup>2</sup> ) Soulène et Charente	Arrêté du 13 février 2002
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant d'une superficie supérieure ou égale à 1 ha	Autorisation (19,52 ha dont 17,8 ha en impact direct et 1,72 en impact indirect)	Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de délimitation et de définition des zones humides. Arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est inférieure à 3 ha (A) ;	Déclaration 8 bassins (1,82 ha)	Ouvrages provisoires ou définitifs : création de bassins considérés comme « plans d'eau permanents ou non ».

Le bénéficiaire respecte les prescriptions du présent arrêté et les prescriptions générales et dispositions techniques spécifiques applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant des rubriques ci-dessus du présent arrêté.

Le tracé est partagé entre les bassins hydrographiques Adour-Garonne à l'Ouest et Loire Bretagne à l'Est et traverse :

- **2 cours d'eau majeurs** : La Charente (FRFR19A) , La Soulène (FRGR1594) affluent de la Vienne
- **5 cours d'eau** : sur le bassin Adour-Garonne, : Ru des Féraux (affluent Son-Sonnette FRFR6), Ru des Bougnas (affluent de la Bonnière FRFR465), Ru des Nauches (affluent Charente), – sur le bassin Loire Bretagne : Ru de Fontgardèche (affluent de la Vienne FRGR0358), Ru de la Perdrix (affluent de la Soulène)
- **7 thalwegs** : thalweg près du plan d'eau des Pradelles, thalwegs Ouest et Est près du hameau de Fougerat, thalweg de la Guyonie, thalweg de Chantegrolle, thalweg les Cimes et thalweg les Brousses
- des zones humides et des habitats naturels liés à l'eau

## **Article 2 : Prescriptions spécifiques aux ouvrages**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier, sans préjudice de la présente autorisation complémentaire et des réglementations en vigueur.

Certaines installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) peuvent faire l'objet d'adaptations mineures en phase de travaux, liées à la topographie ou aux contraintes de chantier. Ces dernières doivent alors faire l'objet d'une information et d'une validation au préalable du service de police de l'eau. Ces adaptations ne doivent jamais être de nature à remettre en cause les principes de dimensionnement retenus, les modalités de circulation d'eau, la continuité écologique et le transport sédimentaire.

En cas de modification en phase chantier, le bénéficiaire s'assure grâce à des études hydrauliques spécifiques de l'absence d'impact découlant de cette modification. Des mesures spécifiques ou compensatoires adaptées sont prévues et présentées pour validation au service de police de l'eau préalablement à leur mise en oeuvre.

Une fois réalisés, les ouvrages ne doivent pas avoir d'autres impacts que ceux identifiés dans le dossier.

La qualité des rejets, en phase travaux ainsi qu'en phase exploitation, doit rester compatible avec les objectifs de bon état écologique et chimique des cours d'eau fixés par les SDAGE des bassins Adour-Garonne et Loire-Bretagne en application de la directive cadre sur l'eau.

## **Article 3 : Ouvrages hydrauliques de franchissement**

Tous les écoulements superficiels sont rétablis sous l'infrastructure assurant la continuité des écoulements.

Le projet prévoit la construction de nouveaux ouvrages hydrauliques :

- 1 Viaduc sur la Charente
- 1 pont cadre dont les appuis enjambent les berges à 7 m des rives de la Soulène
- 5 ouvrages cadres avec radier enterré sur les 5 cours d'eau
- buses ou cadres sur les autres écoulements

La Charente et la Soulène ne font l'objet d'aucun travaux en lit mineur. Les berges sont préservées. Les ouvrages définitifs de franchissement sont dimensionnés de façon à maintenir l'infrastructure routière hors d'eau pour une crue de période de retour de 100 ans.

L'implantation des ouvrages et travaux ne doit pas engendrer de perturbation significative du régime hydraulique du cours d'eau et de l'écoulement naturel des eaux et ne pas entraîner une aggravation des risques pour la sécurité des biens et des personnes implantées à l'amont et à l'aval.

Dans les franchissements et sur les tronçons modifiés de façon provisoire ou définitive, les rectifications ponctuelles du tracé des cours d'eau sont réalisées ou aménagées pour ne pas entraîner de perturbation des écoulements superficiels.

L'implantation des ouvrages respecte le plus possible les conditions topographiques initiales (pente, longueur de thalweg, gabarit, calage du radier, lame d'eau suffisante, ouverture du lit...) et est adaptée de façon à garantir la continuité écologique, la libre circulation des poissons et le transit sédimentaire.

L'implantation des ouvrages ne provoque pas de manière significative d'irrégularité dans le profil en long et en travers du cours d'eau sur le tronçon concerné, ni de rupture de pente, de surcreusement du lit, d'érosion régressive ou progressive. Les ouvrages ne provoquent pas d'affouillement ni de fragilisation des ouvrages existants. Le radier des ouvrages est calé à une cote permettant d'assurer un écoulement régulier des eaux.

Le calage de l'ouvrage permet en tout temps le maintien d'une lame d'eau suffisante pour assurer la libre circulation des poissons et le transit sédimentaire dans la mesure où un débit existe à l'amont. Dans chaque ouvrage, un lit est aménagé pour garantir à la fois une hauteur d'eau et une rugosité suffisantes permettant la circulation piscicole entre le débit moyen mensuel minimum rencontré statistiquement une année sur cinq (QMNA5) et 2/2,5 fois le module inter-annuel du cours d'eau.

Le raccordement entre l'ouvrage et le lit aval ne doit pas entraîner de risques d'érosion progressive ou régressive en maintenant et assurant la continuité écologique.

L'installation de déflecteurs dans les ouvrages ne doit pas engendrer de chutes supérieures à 0,1 m. Sur les radiers artificiels, des matériaux adaptés sont ajoutés et disposés afin de recréer un lit emboîté sinusoïdal. Le radier est situé à environ trente à cinquante centimètres au-dessous du lit moyen du cours d'eau et est recouvert d'un substrat de même nature que celui du cours d'eau. Des matériaux avec une granulométrie adaptée hétérogène sont apportés sur une épaisseur de 30 cm minimum. La largeur et la section d'écoulement doivent être comparables à celles du cours d'eau avec un profil adapté. Pour les faibles débits une lame d'eau minimale doit être assurée ou un lit d'étiage maintenu permettant une circulation de l'eau. Pour les ouvrages en régime torrentiel des aménagements en fond type barrettes sont prévus.

Un tirant d'air suffisant est conservé dans chaque ouvrage au-dessus du niveau des eaux pour la crue de référence de l'ouvrage pour permettre le passage des flottants.

L'ouvrage assure autant que possible, par ses modalités de construction, un éclaircissement naturel (tirant d'air suffisant, évasement des extrémités). La transition entre la pleine lumière et l'intensité lumineuse sous l'ouvrage doit être progressive (plantation aux abords).

Le raccordement des ouvrages doit assurer la tenue des terres et un bon entonnement.

La ripisylve présente à proximité à l'amont ou à l'aval de l'ouvrage est maintenue, restaurée ou recrée dans le cas où elle est touchée. Des plantations destinées à la restaurer sont alors effectuées avec des espèces locales adaptées au cours d'eau et choisies en concertation avec le service de la police de l'eau. L'ensemencement des berges est réalisé si nécessaire.

Les caractéristiques des ouvrages sont présentées dans le tableau 1.

Franchissement	Type d'ouvrage	Aménagement faune
OH13 : Ru des féraux	Ouvrage cadre L=53 m	
OH15 : Ru des Bougnas	Ouvrage cadre L=60 m	
OH18 : Ru des Nauches	Ouvrage cadre L=60 m	
Viaduc de la Charente	Viaduc de 200 m 3 groupes de 2 piles orientées dans l'axe de l'écoulement piles 10 m de long par 3 m de large (aucune dans le lit mineur- 2 dans le lit majeur)	
OH19 : Ru de Fongardèche	Ouvrage cadre L=33 m	banquettes

OH23 : La Soullène	Pont Route : 51*7 m préservation du lit mineur et ouvrage à 7m des berges de part et d'autre	
OH 24 : Ru des Perdrix	Ouvrage cadre L=35 m	banquettes

Ces ouvrages comportent des banquettes ou des encorbellements de 30 à 40 cm permettant la circulation du vison d'Europe ou autre mammifère semi-aquatique à l'intérieur des ouvrages ou couplés à une buse sèche franchissable jusqu'à des crues de retour 10 ans. L'aménagement des banquettes ne doit en aucun cas contraindre le fonctionnement du cours d'eau et l'ouvrage doit être ajusté en largeur en conséquence.

Préalablement à la réalisation des ouvrages définitifs, les dimensionnements exacts (profils en long et en travers, avant et après travaux, plan, cartes, photos...) ainsi que les modalités de réalisation (calendrier, phasage, précautions phases travaux) sont transmis pour validation au service en charge de la police de l'eau préalablement à sa réalisation.

Pour tout ouvrage permanent si, après réalisation, le contrôle du fonctionnement de l'ouvrage par un agent du service en charge de la police de l'eau et une expertise de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB), après une visite contradictoire avec le maître d'ouvrage sur site, montre son inefficacité par rapport à l'obligation de continuité écologique, le bénéficiaire prend toutes les mesures nécessaires pour corriger ces impacts.

### Autres écoulements

Les écoulements des bassins versants naturels sont rétablis pour des pluies d'occurrence centennale.

La continuité des écoulements est assurée dans les thalwegs par les buses de type Ø 800 mm (OH16, OH20, OH25) Ø 1000 mm (OH 26), Ø 1200 mm (OH14), d'un pont cadre 2\*1,8 m (OH 17 avec banquettes), d'un pont cadre 1,2\*1,2 m (OH21) avec buse associée.

Une fosse de diffusion est prévue à l'aval de chaque ouvrage afin de répartir les écoulements sur la largeur du thalweg.

### Article 4 : Dérivation définitive de cours d'eau

Le raccordement aux ouvrages nécessite des rescindements amont-aval pour raccorder les cours d'eau aux ouvrages hydrauliques.

Une dérivation définitive est prévue pour le ru de Fontgardèche (OH 19) uniquement.

Cours d'eau	Longueur rescindée (dont enrochement 40 m)
OH19 : Ru de Fontgardèche	234 m

L'ensemble des travaux est orienté vers un objectif de restauration des fonctionnalités physiques et biologiques des cours d'eau.

Le rétablissement du cours d'eau Ru de Fontgardèche doit :

- recréer des caractéristiques hydromorphologiques adaptées (section hydraulique, pente, reconstitution d'un lit mineur d'étiage, hauteurs de berges pour débit de débordement, reconstitution du substrat, granulométrie adaptée du substrat notamment) ; des lits emboîtés peuvent être envisagés sur amont et aval des aménagements ; le choix du substrat (type fuseau granulométrique) est soumis au service en charge de la police de l'eau et à l'Agence Française pour la Biodiversité pour validation ;
- recréer une diversification des écoulements, (alternance de plats, radiers, fosses) ; recréer de la sinuosité (tracé, banquettes) ;
- ne pas créer d'érosion progressive ou régressive ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux à l'aval ni accroître les risques de débordement ; le rattrapage des hauteurs de fond de lit doit se faire progressivement ;



- empêcher toute perte hydraulique en maintenant la totalité des écoulements superficiels amont le long de l'ensemble du linéaire ; l'étanchéité du fond du nouveau tracé est vérifiée - dans le cas où la perméabilité est trop importante un apport d'argile d'au moins 30 cm est mis en place ; le matelas alluvial doit recouvrir toute la largeur du lit d'étiage et remonter suffisamment sur le côté des berges ; La granulométrie hétérogène est adaptée.

- implanter une ripisylve adaptée.

- dans tous les cas où l'espace le permet, des méandres adaptés à la dimension du cours d'eau sont créés, afin d'éviter toute rupture de pente, accélération de la vitesse d'écoulement et chute préjudiciable au bon fonctionnement hydromorphologique .

Préalablement à la réalisation de la dérivation définitive (5 semaines avant), les caractéristiques et les modalités de réalisation (calendrier, phasage, précautions phases travaux) sont transmis pour validation au service en charge de la police de l'eau.

### **Article 5 : Protection de berges**

L'utilisation d'enrochements est limitée à la protection de berges localisées au droit des ouvrages de franchissement de type cadre ou voûtes préfabriquées, ainsi que ponctuellement sur les dérivations définitives dans les zones soumises à des pressions érosives fortes.

Ailleurs, les techniques utilisées pour la consolidation ou la protection des berges sont réalisées par des techniques issues du génie végétal.

En cas de mise en œuvre d'enrochements de berges, les blocs sont de dimensions hétérogènes, dimensionnés en tenant compte des contraintes auxquelles ils doivent résister (vitesse, profondeur..) et des interstices sont aménagés au contact de l'eau afin de créer des abris pour les poissons.

Les enrochements, tant à l'amont qu'à l'aval des ouvrages, ne doivent pas réduire la section d'écoulement naturelle du cours d'eau, ni conduire à créer une digue et à rehausser le niveau du terrain naturel.

Ces éléments sont présentés pour validation préalable par le service en charge de la police de l'eau 1 mois avant le démarrage des travaux. Les linéaires enrochés font l'objet d'une compensation.

### **Article 6 : Gestion des eaux pluviales de la plate-forme routière**

Les eaux de ruissellement de la plate-forme routière sont collectées par un réseau séparatif, indépendamment des eaux pluviales issues des bassins versants naturels. Aucun déversement direct des eaux de la plate-forme dans un cours d'eau n'est effectué.

Les eaux pluviales issues des ruissellements sur la plate-forme routière et les échangeurs sont collectées par des dispositifs longitudinaux et dirigées vers des bassins de décantation ou de traitement dimensionnés pour une pluie décennale avant rejet.

Le principe de non-dégradation de l'état écologique et chimique de la masse d'eau doit être respecté. La qualité du rejet doit être compatible avec les objectifs de qualité. L'ensemble des ouvrages permet un abattement au minimum de 85% pour les MES avec une concentration maximale de 50mg/l et 5mg/l en hydrocarbures totaux au niveau du rejet.

Le bénéficiaire prend toute mesure utile à la stabilisation des rétablissements tant en phase travaux qu'en phase d'exploitation afin de limiter le départ de matière en suspension. Les dispositifs de traitement sont mis en place à l'avancement du chantier.

#### **Dispositifs de collectes longitudinaux**

Les eaux de plateformes sont collectées par un réseau (cunettes enherbées ou bétonnées ou caniveaux) dimensionné pour une pluie décennale.

Les eaux extérieures à la plate-forme sont collectées par des fossés trapézoïdaux et/ou cunettes de préférence en terre.



Les eaux des voies secondaires sont récupérées dans des fossés enherbés.

La mise en place de fossés bétonnés doit être justifiée.

En cas de fortes pentes des systèmes de blocs en cascades ou autre sont installés pour réduire les vitesses.

### **Bassins de rétention**

Ils sont étanches, entièrement clôturés et situés en dehors des zones inondables.

Un accès de service accessible aux véhicules est prévu pour chaque bassin. Un fond porteur permet aux engins de descendre dans le fond du bassin pour réaliser le curage du fond de l'ouvrage.

Un chemin d'entretien périphérique et une rampe d'accès au fond du bassin sont également aménagés.

Leur débit de fuite est régulé jusqu'à une pluie d'occurrence décennale, l'exutoire étant l'exutoire naturel des eaux avant l'aménagement (cours d'eau ou thalweg naturel). Le débit de fuite des bassins est de l'ordre de 3l/s/ha de surface collectée avec une limite inférieure fixée à 10l/s. Une revanche de 50 cm est prévue.

La liste des principales caractéristiques des bassins ainsi que leurs exutoires est donnée dans le tableau ci-dessous.

Bassin	Impluvium (ha)	Débit de fuite (l/s)	Volume	Exutoire
BVR1	15,4	10+36	3480	Ruisseau des Féraux
BVR2	4,1	12	1500	Fosse de diffusion Ruisseau des Bougnas
BVR3	8,8	10+16	1690	La Charente
BVR4	11,5	10+24	2030	
BVR5	3,1	10	1110	Ruisseau de Fontgardèche
BVR6	6,2	18	1860	La Soulène
BVR7	5,4	16	1870	
BVR8	2,5	10	680	Réseau assainissement

Tous les bassins sont par ailleurs équipés :

- en entrée : d'un aménagement évitant les érosions en entrée de bassin (renforcement, brise-jet ...) et d'un by-pass permettant d'assurer la continuité des écoulements en cas de pollution accidentelle stockée dans le bassin, d'un volume mort défini ; le volume de piégeage de la pollution accidentelle est déterminé pour une pluie de 2 h de retour 2 ans augmenté d'un volume de 50 m<sup>3</sup>.
- en sortie : d'un orifice calibré protégé (orifice double sur les bassins dont la conception le permet) , d'une cloison siphonoïde afin d'éviter le rejet des hydrocarbures dans le milieu naturel et de retenir les flottants, d'une surverse pour diriger les eaux en cas de pluie supérieure à une pluie de retour décennale, d'un système d'obturation (vanne à fermeture manuelle) pour isoler une éventuelle pollution accidentelle et d'une fosse de diffusion à l'aval.

Le rejet du bassin n°2 se fait dans une fosse de diffusion. Toute mesure est prise pour limiter l'érosion du cours d'eau au point de rejet L'exutoire ne doit pas perturber la continuité au niveau des berges.

### **Article 7 : zones humides, remblais et ouvrages en lit majeur des cours d'eau**

Le tracé traverse la vallée inondable de la Charente et de la Soulène. Le projet compte 10 zones de déblais et 9 zones de remblais.

La traversée de la Charente par viaduc permet d'éviter tout remblais en lit majeur. Seules deux piles (60 m<sup>2</sup>) se trouvent à l'intérieur de la zone inondable pour une surface soustraite de 6 m<sup>3</sup>.

La traversée de la Soulène se fait par un « passage inférieur portique ouvert » de 51 m d'ouverture hydraulique en largeur. La surface de remblais est de 3020 m<sup>2</sup>. La surface nette soustraite aux inondations est de 1710 m<sup>2</sup> et un volume perdu d'environ 330 m<sup>3</sup>.

Les rétablissements des cours d'eau ont été définis afin de limiter au maximum l'incidence des remblais sur les hauteurs et les vitesses d'écoulement et sont assurés pour la crue centennale. Les installations, ouvrages ou remblais sont conçus ou implantés de façon à réduire au maximum la perte de capacité de stockage des eaux de crue, l'augmentation du débit à l'aval de leur implantation, la surélévation de la ligne d'eau ou l'augmentation de l'emprise des zones inondables à l'amont de leur implantation.

Des mesures spécifiques (masques drainants, éperons drainants, couches et tranchées drainantes, drains transversaux) pour capter les eaux souterraines sont mis en place. Les eaux de drainage non chargées sont dirigées avec un cheminement le plus court possible vers un exutoire superficiel afin d'éviter le réchauffement des eaux.

L'infrastructure impacte directement 17,65 ha de zones humides (11,65 critères « habitats naturels » et 6 ha pédologiques) et 1,72 ha de façon indirecte par perte du bassin d'alimentation par déblais soit une perte totale de 19,37 ha. Ces zones humides impactées font l'objet d'une compensation.

Les zones humides ont été délimitées en application de l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides. En dehors de ces zones identifiées et cartographiées dans le dossier, les zones humides sont intégralement préservées.

## **Article 8 : Prescriptions spécifiques en phase chantier**

### **8.1 : Calendrier**

Le début des travaux est programmé pour mars 2018, la phase travaux s'étale sur une durée de 5 ans et doit se terminer à la fin de l'année 2023.

Les interventions dans les cours d'eau sont interdites du 1<sup>er</sup> décembre au 31 mars. Cependant, des dérogations sont possibles lorsque les travaux présentent peu d'impacts. Pour obtenir une dérogation, le bénéficiaire en fait la demande au service en charge de la police de l'eau.

Le bénéficiaire informe le service en charge de la police de l'eau et le service du patrimoine naturel de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle Aquitaine du démarrage des travaux au moins quinze jours avant leur démarrage effectif.

Les interventions sur les cours d'eau sont effectuées en coordination avec le service en charge de la police de l'eau et les services départementaux de l'Agence française de la biodiversité (AFB) qui sont informés au moins 1 mois avant le commencement des travaux.

Durant la phase de réalisation des travaux, le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les mesures d'évitement et de réduction d'impact conformément au dossier déposé. L'organisation du planning de chantier prend en compte les dispositions du présent arrêté et l'arrêté de dérogation à la destruction des espèces protégées. Il tient compte de toutes les composantes biologiques des espèces protégées inféodées aux habitats concernés. Le calendrier d'intervention doit notamment être conforme au planning défini dans le dossier de demande de dérogation. Ces périodes s'entendent en dehors des périodes de reproduction de la faune.

Le phasage des travaux et les modalités techniques particulières sont adaptés aux cours d'eau ainsi qu'au contexte local par le coordonnateur environnemental afin d'éviter les atteintes aux individus d'espèces protégées.

Le planning prévisionnel des opérations est transmis au service en charge de la police de l'eau avant le

démarrage des travaux. Ce planning est accompagné de plans et schémas actualisés de l'emprise des travaux et des différents aménagements, localisant notamment de façon précise les différentes mesures décrites ci-dessous.

Le stockage des matériaux de construction, les lieux de vie du personnel, le déplacement d'engins doivent se faire en dehors des zones sensibles. En outre, la matérialisation ainsi que la mise en défens de ces zones sont précisées dans le journal de bord du chantier.

## **8.2 Management et suivi environnemental du chantier**

Le cahier des charges de consultation des entreprises pour la réalisation des travaux contient les attentes spécifiques du bénéficiaire en termes de management environnemental du chantier, conformément aux prescriptions du présent arrêté, notamment concernant l'assainissement provisoire puis définitif, la gestion des pollutions, la circulation et le stationnement des engins, ainsi que la présence d'un chargé environnement qui assure la sensibilisation du personnel. La mise en œuvre de ces mesures fait l'objet d'un engagement contractuel de l'entreprise de travaux et de l'ensemble des sous-traitants amenés à intervenir dans le cadre du chantier.

Un suivi environnemental est mis en œuvre par le coordonnateur environnemental durant les phases chantier et exploitation, afin que soient assurées les opérations suivantes :

- suivi de la bonne exécution des prescriptions du présent arrêté, notamment en phase de préparation de chantier, de travaux, de remise en état et de compensation,
- suivi de la réalisation et de la transmission des documents d'exécution,
- calage de l'emprise de chantier et matérialisation des milieux à préserver,
- information du personnel technique.

Le bénéficiaire impose aux entreprises réalisant les travaux d'appliquer les dispositions du présent arrêté. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'un Plan Général de Respect de l'Environnement (PGRE).

Le bénéficiaire est tenu d'établir et de transmettre aux services de l'État et à l'Agence Française pour la Biodiversité, tous les trimestres, un journal de bord environnemental des travaux, précisant notamment le planning et le plan du chantier, les enjeux relatifs aux espèces protégées, l'enchaînement des phases et opérations et les actions répondant aux prescriptions du présent arrêté.

Ce document (journal de bord) indique, en outre, tout accident ou incident survenu sur le chantier et susceptible de porter atteinte au milieu ainsi que les mesures pour réparer les effets des incidents.

Des panneaux d'information sont mis en place afin de sensibiliser le personnel du chantier.

Les agents du service en charge de la police de l'eau et de l'Agence Française pour la Biodiversité sont conviés aux réunions de chantier périodiques avec le maître d'œuvre et les entreprises lorsque l'ordre du jour concerne des travaux en cours d'eau.

## **8.3. Limitation du risque de dispersion d'espèces exogènes**

Toutes les mesures de prévention, éradication et confinement précoces sont prises pour éviter l'introduction et les risques de dispersion des espèces invasives déjà présentes sur le site, notamment concernant l'entretien et la circulation des véhicules de travaux, la formation du personnel, le repérage et le balisage des stations d'espèces invasives, la gestion des déchets verts issus du dégagement des emprises travaux, le stockage de terre végétale et de litière, la remise en état et la revégétalisation des emprises.

Pour le cas particulier de la Renouée du Japon, au regard du risque de dispersion accidentel des espèces en cours de transport ainsi que de la chaîne de valorisation des déchets verts, les déchets sont enfouis. Cet enfouissement doit se faire à une profondeur de 2 m minimum en dessous de la couche de terre végétale, sous les zones de stockages des déblais de terrassement. Les végétaux sont recouverts d'une couche d'argile. Les secteurs d'enfouissement sont identifiés spécifiquement.

L'utilisation d'herbicides ainsi que le mélange ou le transfert de terres végétales entre les secteurs contaminés de façon avérée ou potentielle et les secteurs indemnes sont en particulier interdits.

Lors de la remise en état du site, toutes les mesures de prévention, éradication et confinement sont à nouveau mises en œuvre pour éviter la dispersion, sur le site du projet (notamment au niveau des zones remaniées), d'espèces invasives présentes à proximité.

#### 8.4. Mise en défens et signalisation

Les pistes et installations de chantiers sont établies dans les emprises de la route et occupations temporaires liées aux travaux pour éviter de détruire des zones sensibles non identifiées et en dehors des zones inondables, sensibles (talwegs marqués, plans d'eau, cours d'eau) ou boisées.

Le périmètre du projet est concerné par de nombreuses zones aux milieux sensibles. Ces zones sont signalées et matérialisées de façon pérenne et durable à la suite de leur repérage. Le dispositif à mettre en œuvre pour en interdire l'accès aux entreprises est adapté aux enjeux en concertation avec le service de la police de l'eau.

Afin de protéger la Charente et la Soulène, une protection est installée à une distance de 5 m du haut des berges afin de limiter l'entraînement des fines en cas de défaillance des systèmes d'assainissement.

L'ensemble des mesures d'évitement est reporté dans le journal de bord.

#### 8.5. Dérivations provisoires

Pour tous les cours d'eau (excepté la Charente et la Soulène) le lit mineur est dérivé provisoirement pour la mise en œuvre à sec des ouvrages.

Cours d'eau	Longueur de rescindement définitif (dont enrochement 40 m)
OH13 : Ru des féraux	496 m
OH15 : Ru des Bougnas	65 m
OH18 : Ru des Nauches	61 m
OH19 : Ru de Fongardèche	234 m
OH 24 : Ru des Perdrix	97 m
Total	622 ml sur le bassin de la Charente et 331 sur le bassin de la Vienne

Les longueurs de rescindement sont estimées en intégrant systématiquement 40 m supplémentaires d'enrochements. Elles sont précisées dans le cadre des études de rescindement spécifiques à chaque ouvrage.

Les travaux se déroulent à sec en période d'étiage mais au cas où des écoulements persistent la mise en œuvre de dérivation temporaire ou la mise en place de buses ou by-pass font l'objet d'une fiche de mise en œuvre validée avant travaux par le service en charge de la police de l'eau dans un délai d'un mois.

Pendant toute la durée du chantier, le bénéficiaire s'assure de la stabilité des dérivations ou des rétablissements, de la non-aggravation des conditions hydrauliques et de la libre circulation du poisson. L'ensemble des travaux est orienté vers un objectif de restauration des fonctionnalités physiques et biologiques des cours d'eau (gabarit et profil adaptés, étanchéité assurée par les matériaux en place après vérification de la perméabilité ou par apport d'argile). Il établit un plan d'intervention en cas de crue ou d'abats d'eau importants de manière à être en mesure de prendre toutes mesures pour limiter le risque de perturbation. Pour ce faire, il met en place un système d'alerte permettant la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires.

En cas de matériaux instables, les lits des dérivations temporaires, ainsi que les berges sont recouverts d'une fibre géotextile pour éviter la mise en suspension de fines. Toutes les précautions sont prises pour éviter le départ de fines (ouverture progressives des bouchons, filtres à pailles, arrosage).

Préalablement à la réalisation des dérivations provisoires (1 mois avant), les caractéristiques et les modalités de réalisation (calendrier, phasage, précautions phases travaux, pêche de sauvegarde si nécessaire, remise en état) sont transmis pour validation au service en charge de la police de l'eau et à l'AFB. La reconnexion du

cours d'eau intègre des mesures de réduction des impacts conforme aux dispositions de l'article 4. Un compte rendu et un point d'étape sont faits lors de la réalisation des ouvrages sur cours d'eau et dérivations.

## **8.6. Ouvrages hydrauliques provisoires**

La mise en place d'ouvrages hydrauliques provisoires fait l'objet d'une fiche descriptive soumise à validation du service en charge de la police de l'eau dans un délai d'un mois.

Dans tous les cas et sur toute son emprise, l'ouvrage est enfoncé d'au moins 30 cm sous le lit du cours d'eau. Le dimensionnement de l'ouvrage doit préserver le libre écoulement des eaux de surface et ne pas entraîner d'aggravation des risques pour la sécurité des biens et des personnes implantés à l'amont et à l'aval.

Les ouvrages de franchissement provisoire sont systématiquement installés avant la mise en eau de la dérivation. Ceux-ci doivent être suffisamment dimensionnés (au minimum pour une crue de retour 2 ans) et correctement calés pour ne pas engendrer de risque de dégradation des ouvrages par contournement ou destruction des berges. Ils sont correctement entretenus pour éviter les embâcles.

## **8.7.Limitation des pollutions**

Durant la période de chantier, les dispositions particulières suivantes sont prises afin de limiter les pollutions :

- par temps sec et venteux, un arrosage des emprises mises à nu est effectué afin de réduire les émissions de poussières. Cet arrosage se fait par des prélèvements en nappe par un point de forage ou dans les cours d'eau, voire en plan d'eau après autorisation du service chargé de la police de l'eau,
- les zones de stockage des matériaux, les aires de chantier sont implantées sur des aires spécifiques, confinées, éloignées des milieux sensibles afin d'éviter les apports de poussières et d'eaux de ruissellement susceptibles d'avoir un impact fort sur les milieux périphériques. Les eaux pluviales sont dirigées par un réseau de fossés vers des bassins de rétention étanches. Leur emplacement définitif est validé par le coordonnateur environnemental,
- les stockages des produits polluants et l'entretien des engins se font sur des aires spécifiques étanches pour éviter toute pollution accidentelle des nappes, et hors zone inondable, le stockage des hydrocarbures se fait dans des cuves à double parois équipées de bacs de rétention étanche,
- le tri sur place des déchets et acheminement vers les filières adéquates,
- les véhicules de chantier doivent avoir fait l'objet d'un contrôle technique récent pour limiter les fuites d'hydrocarbures, huiles ou autres polluants. L'entretien s'effectue dans un périmètre défini et aménagé à cet effet et les véhicules doivent tous être équipés de kits de dépollution,
- la collecte des eaux usées des installations de chantier se fait dans des dispositifs étanches régulièrement vidangés par des entreprises spécialisées.

Enfin, l'apport d'engrais ou l'utilisation de produits phytosanitaires est proscrit dans et aux abords de l'emprise des travaux.

L'ensemble des mesures relatives à l'organisation particulière du chantier est porté au journal de bord.

Le bénéficiaire établit un schéma d'intervention de chantier en cas de pollution accidentelle ou de survenue d'un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site. Ce schéma détaille la procédure à suivre en cas de pollution grave et les moyens d'intervention en cas d'incident.

## **8.8. Gestion des eaux de ruissellement en phase chantier**

Le projet génère d'importants mouvements de terres, d'où un risque d'accroissement important de concentration des eaux en matières en suspension pendant la phase travaux auxquelles s'ajoutent les pollutions dues aux hydrocarbures consommés par les engins de travaux publics et l'utilisation de produits bitumeux.

En phase chantier, la gestion des eaux de ruissellement, et des éventuelles coulées boueuses en résultant, qu'elles soient collectées sur les pistes d'accès aux zones de travaux ou issues des ouvrages en construction, décapage et remblais inclus, font l'objet de mesures spécifiques prenant en compte les débits susceptibles de ruisseler des différents bassins versants. Des systèmes de filtration doivent être mis en place afin de limiter le relargage de matières en suspension dans le lit du cours d'eau en aval des travaux et limiter le colmatage des habitats aquatiques notamment.

Ces dispositifs sont mis en place dès le début des travaux, avant tout terrassement, de façon à éviter le ruissellement d'eaux chargées vers le milieu naturel. Ils peuvent être mobiles au fur et à mesure de l'avancement des terrassements.

Les dispositifs concernent les fossés provisoires, les bassins de gestion des eaux de ruissellement provisoires et les ouvrages de régulation et sont dimensionnés pour permettre une décantation des matières en suspension suffisante et une régulation du débit rejeté compatible avec le milieu récepteur et un confinement d'une pollution éventuelle.

Les fossés de collecte et les bassins de rétention définitifs prévus pour la gestion des eaux pluviales de la route sont réalisés en priorité afin de récupérer les eaux du chantier.

En l'absence de ces bassins permanents, les eaux de ruissellement du chantier sont collectées et dirigées vers des bassins de décantation provisoires mis en place dès le début des travaux et dimensionnés pour contenir une pluie d'occurrence 5 ans pour les rejets dirigés vers la Charente et pour la Soulène avec un débit maximum de fuite de 10l/s/ha et pour une pluie de retour 2 ans pour les autres bassins. Une attention particulière est portée à la solidité des digues à la conception. Ils sont équipés en sortie d'un filtre à paille (décompressée > 2 m de long) ou filtres à graviers et sables régulièrement entretenus ou autres systèmes après validation du service en charge de la police de l'eau et de l'AFB. Ces filtres sont également disposés dans les fossés non raccordés aux bassins.

Si les installations sont situées sur des terrains raccordés à un réseau pluvial communal, les eaux pluviales de la plate-forme de chantier sont collectées par un fossé de ceinture pour être dirigées dans le bassin de décantation temporaire.

En cas de fortes pentes des systèmes de blocs en cascades ou autres sont installés pour réduire les vitesses.

Une surveillance de leur efficacité est assurée par le coordinateur environnemental.

## **8.9. Impact provisoire sur les Zones humides**

L'implantation des pistes, des installations de chantiers et zones de dépôts doit se faire de préférence en dehors des zones sensibles et à une distance minimale de 5 m. En cas d'impossibilité les zones sensibles impactées font l'objet d'un signallement et d'une localisation cartographique. Les modalités de remise en état sont précisées.

Dans le cas où certains travaux risquent d'avoir un impact temporaire sur les zones humides comme :

- les zones de dépôts provisoires composés de terre végétale qui est remise en place à la fin des travaux sur les talus de différentes voies et sur les dépôts définitifs ;
- les zones d'occupation temporaires correspondant à la réalisation de travaux d'accès au chantier, de dérivations provisoires de routes, de dérivations provisoires de cours d'eau et de rétablissement de drainages de parcelles.

Ces zones doivent être fournies au service de police de l'eau avant le démarrage du chantier.

Les dépôts provisoires et les occupations temporaires hors emprise font l'objet d'une remise en état en veillant à préserver la valeur arable des terres et ne doivent pas détruire les zones humides.

Un suivi pédologique de ces zones peut être effectué après les travaux à la demande de la police de l'eau pour constater si ces zones humides n'ont effectivement pas perdu leur caractère humide.



Dans le cas où certaines zones restent impactées, le maître d'ouvrage met en œuvre à hauteur de l'impact les mesures compensatoires suivant les mêmes modalités que pour les zones humides détruites par la trace et les zones de dépôts définitifs.

Aucun déblais excédentaire n'est situé en zone humide.

#### 8.10. Eaux souterraines et usages

Les purges nécessaires aux fondations des ouvrages hydrauliques et à la réalisation des remblais de la section courante de la RN141 se limitent à une profondeur permettant d'obtenir un sol non-compressible. Les purges nécessaires ne doivent pas générer de dégradation de la qualité de l'eau.

La mise en place des piles du viaduc en lit majeur nécessite la mise en place d'un rideau de palplanches ceinturant la zone de la semelle et le pompage des eaux de fonds de fouille. Ces eaux, en phase de travaux, sont traitées par un bassin de décantation avant d'être rejetées dans la Charente.

Toute incidence de rabattement de la nappe sur un forage/source/puits doit faire l'objet d'une compensation auprès du propriétaire. 7 points d'eau ont été recensés dont 6 en lien avec les zones de déblais. Certains points d'eau font l'objet d'un suivi qualitatif (température, conductivité, turbidité, MES et analyse chimique) et quantitatif (estimation débit des sources, hauteur d'eau des puits) avec un point état zéro avant le démarrage du chantier est fait en période d'étiage et en période de hautes eaux.

Les usages suivants font également l'objet d'une attention particulière à préciser : 1 étang situé sur le tracé du projet et 1 étang à 35 m, 1 mare située sur le tracé, 1 base de loisirs au plan d'eau Prés de Peyras à proximité au Nord du projet.

Les besoins en eau du chantier sont couverts par le réseau de distribution d'alimentation en eau potable. En cas de prélèvements nécessaires en phase travaux une demande est faite au service.

Toute découverte fortuite de vestiges archéologiques est immédiatement signalée au service régional de l'archéologie, conformément à l'article L. 531-14 du code du patrimoine.

#### 8.11. Suivi

Sur la Charente et la Soulène, un dispositif de surveillance de la qualité des eaux est mis en place durant toute la durée des travaux. Des prélèvements et analyses (MES) sont effectués par un organisme accrédité avant le démarrage des terrassements en période de hautes et de basses eaux, puis avec une fréquence trimestrielle pendant toute la durée du chantier.

Période	Cours d'eau	Point de prélèvement	Paramètres	Fréquence
Avant travaux (état de référence)	Tous	Amont et aval au projet	DCO, DBO5, MES, $\text{NH}_4^+$ , $\text{O}_2$ dissous, Taux de saturation en $\text{O}_2$ , Hydrocarbures, conductivité, pH, $T^\circ$ , IBGN	1 prélèvement unique
Pendant travaux	Tous	Amont et aval au projet (amont et aval dérivation provisoire)	MES, conductivité, pH, $T^\circ$	Prélèvements hebdomadaires en période de travaux sur les bassins versants orientés vers les cours d'eau en eau
			DCO, DBO5, MES, $\text{NH}_4^+$ , $\text{O}_2$ dissous, Taux de saturation en $\text{O}_2$ , Hydrocarbures, conductivité, pH, $T^\circ$ ,	Un prélèvement mensuel
	Charente et Soulène	Amont et aval au projet	MES, conductivité, pH, $T^\circ$	Prélèvements hebdomadaires en période de travaux sur les bassins versants orientés vers les cours d'eau Soulène et Charente
			DCO, DBO5, MES, $\text{NH}_4^+$ , $\text{O}_2$ dissous, Taux de saturation en $\text{O}_2$ , Hydrocarbures, conductivité, pH, $T^\circ$	Un prélèvement mensuel



Après travaux	Tous	Amont et aval au projet	DCO, DBO5, MES, $\text{NH}_4^+$ , $\text{O}_2$ dissous, Taux de saturation en $\text{O}_2$ , Hydrocarbures, conductivité, pH, $\text{T}^\circ$ , IBGN ;	1 prélèvement unique (1 mois après l'achèvement) IBGN 1 an après les travaux
---------------	------	-------------------------	---	---

Période	Cours d'eau	Paramètres	Fréquence
Avant (état de référence)/pendant /après travaux	Tous	Suivi Hydromorphologie	1, 3 et 5 ans sur tous les cours d'eau

Les points d'eau définis ci-dessous (sources, puits, forage) font l'objet d'un suivi qualitatif (température, conductivité, turbidité, MES et analyse chimique) et quantitatif (estimation débit des sources, hauteur d'eau des puits) avec un point zéro avant le démarrage du chantier.

- Point 1 et 2 : Mr Chaussonnaud – Les Vieilles Vignes (parcelle B694 La Péruse) Puits 1 : X = 516.201 - Y = 6 532.189 / Puits 2 : X = 516.225 - Y = 6532.183
- Point 3 : Mr PASCAUD – Les Salices (parcelle B542 La Péruse) : Source 3 : X = 516.516 -Y = 6532.320
- Points 4 et 5 : Mr Van Den Broek (parcelle B700 et B735 La Péruse) : Source 4 : X = 516.355 -Y = 6 532.085 / Source 5 : X = 515.842 - Y = 6 531.977
- - Point 6 : Mr Lérissou – Fond Gardèche (parcelle E33 à Exideuil : Source 6 : X = 517.247 -Y = 6 532.273
- - Point 7 : Mr Toupet – La Guyonie (parcelle E247 à Exideuil) : Source 7 : X = 518.300 -Y = 6 532.685

### **Article 9 : remise en état du site**

A l'issue des travaux et avant la mise en service de l'installation, les aménagements temporaires en dehors des emprises (base vie, accès, pistes de chantier, réseau d'assainissement et dépôts provisoires...) sont supprimés, les déchets éliminés et les dépendances vertes revégétalisées. Le bénéficiaire remet en état l'ensemble des accès et voiries utilisés au cours du chantier ainsi que le mobilier urbain qui aurait pu subir des dégradations. Les déchets issus des travaux sont évacués vers des sites autorisés prévus à cet effet.

Le cas échéant, la « terre végétale » issue du décapage du terrain en place, préalablement stockée, est épandue sur les dépendances vertes et ensemencée à base de graminées et légumineuses d'origine génétique locale, qui laisse progressivement la place à une végétation spontanée.

La liste des secteurs nécessitant une remise en état, est mise à jour par le coordonnateur environnemental chargé du suivi des travaux. Ces secteurs font, en outre, l'objet d'un suivi spécifique.

Un point est établi en fin de chantier sur les excédents de chantiers (volumes), leurs zones de stockage et les mesures prises pour limiter le départ de fines. Aucun excédent n'est stocké sur une zone humide ou en lit majeur. Les dépôts ou excédents de matériaux ne doivent pas provoquer de modification des écoulements. Ils sont ensemencés et équipés de noues en pied.

## **Article 10 : Mesures compensatoires**

Tout linéaire, surface ou volume de cours d'eau et de zone humide impacté par le projet fait l'objet de mesures de compensation. Au sens de cet arrêté, une « mesure de compensation » comprend à la fois les sites de compensation et l'ensemble des actions écologiques envisagées sur ces sites (installations, ouvrages ou travaux hydrauliques ou de génie écologique et programmes opérationnels de gestion conservatoire). Ces actions écologiques doivent apporter une réelle plus-value hydraulique ou écologique au fonctionnement initial de ces sites de compensation.

L'équivalence entre les pertes nettes et les gains doit être vérifiée et ajustée tout au long de la durée des impacts du projet et de mise en œuvre des mesures de compensation.

Les obligations de résultats, clairement identifiées pour chaque mesure de compensation, l'emportent sur les obligations de moyens. Sur le plan financier, ces mesures sont additionnelles aux actions publiques prévues en matière de protection de la nature ou doivent les conforter sans s'y substituer. De même, elles ne mettent pas en œuvre des engagements privés déjà pris par ailleurs par le maître d'ouvrage bénéficiant de cette autorisation ou par un autre maître d'ouvrage.

Afin de compenser l'impact résiduel du projet sur le lit majeur et mineur du cours d'eau tel que les pertes directes de zones humides, la déshydratation de zones humides, les pertes directes et indirectes de zones d'expansion de crues, la couverture du cours d'eau, le maître d'ouvrage prend à sa charge les mesures compensatoires zones humides et cours d'eau.

Le maître d'ouvrage est responsable des mesures de compensation qui lui incombent pendant toute la durée de mise en œuvre de ces mesures et ce, qu'il délègue ou non leur réalisation et leur suivi à un opérateur de compensation spécifique.

Les travaux en zone de compensation sont réalisés en dehors des périodes de reproduction et de repos de la faune.

Les modalités de réalisation des travaux à réaliser sur chaque site compensatoire font l'objet au préalable d'une validation par le service en charge de la police de l'eau et l'Agence française de la biodiversité.

La recherche de mesures compensatoires se fait prioritairement à proximité du projet d'aménagement routier en se focalisant des sites plus proches des impacts. Les sites compensatoires se situent au plus près du projet dans les vallées de la Charente et de la Soulène.

Les points d'eau suivis impactés durant le chantier peuvent faire l'objet de mesures compensatoires.

### **10.1. Mesures compensatoires cours d'eau**

Au total, les pertes liées aux conditions morphologiques et/ou aux composantes biologiques des cours d'eau et estimées avant le chantier concernent la modification du lit (ouvrages), des berges (enrochement), la destruction de ripisylve et les rescindements définitifs :

Cours d'eau	Longueur ouvrage	Enrochement	Ripisylve	Rescindement définitif
Ru des féraux	53 m	40 m		
Ru des Bougnas	60 m	40 m	100 m	
Ru des Nauches	60 m	40 m	100 m	
Viaduc de la Charente				
Ru de Fongardèche	33 m	40 m	73 m	194 m
La Soulène				
Ru des Perdrix	35 m	40 m	75 m	
<b>Total à compenser</b>	241 m	200 m à ajuster en fonction du linéaire réel enroché	348 m	194 m

La dette compensatoire est ajustée en fonction du linéaire réellement enroché, de la ripisylve supprimée et des rescindements réalisés. Le bénéficiaire fournit au service de police de l'eau en fin de travaux un détail concernant les linéaires impactés enrochés, les linéaires de ripisylves supprimés et le bilan des rescindements.

En réponse, les mesures de compensation mises en œuvre peuvent concerner :

- la restauration hydromorphologique de cours d'eau (rechargement en matériaux alluvionnaires, reprise de la sinuosité, la mise en place de radiers, banquettes ...)
- la restauration de la continuité
- la plantation de ripisylve (en compensation des impacts sur la ripisylve). Ces plantations peuvent intervenir en complément des mesures de compensation énumérées ci-dessus.

L'ensemble des travaux est orienté vers un objectif de restauration des fonctionnalités physiques et biologiques des cours d'eau.

Actuellement 1 site est proposé sur le ruisseau du Courbary.

N°	Localisation - Cours d'eau	Objectif(s) de la mesure de compensation	Gain (linéaire / surface)
	Ruisseau de Courbary (Son)	Suppression de busage (100m), suppression de digue d'étang en barrage de la vallée et restauration hydromorphologique du cours d'eau sur un linéaire total de 1080 m	Etude à réaliser pour définir le projet avant le 31/12/2018.

Pour chaque site de compensation une étude est fournie par le bénéficiaire précisant l'état initial de la parcelle, le projet de restauration avec la plus-value associée, le gain apporté en termes de linéaire ou surface, le taux de compensation retenue pour les travaux, le mode de maîtrise foncière et de gestion et les modalités de mises en œuvre dont les modalités techniques, le calendrier, le phasage et les précautions. Elle est transmise pour validation au service police de l'eau et à l'AFB 1,5 mois avant sa mise en œuvre

La présente décision vaut récépissé de déclaration des travaux en cours d'eau au titre des rubriques 3.1.4.0. et 3.1.5.0. des opérations soumises à déclaration au titre de l'article R214-1 du code de l'environnement.

## 10.2. Mesures compensatoires zones humides

Au total, les pertes de biodiversité et/ou fonctionnalité associées aux « zones humides » estimées avant le chantier sont de :

		SDAGE Adour Garonne	SDAGE Loire Bretagne	Total
Surfaces de zones humides « Habitats » à compenser		7,38 ha	4,27 ha	11,65
Surfaces de zones humides « pédologiques » à compenser		3,40 ha	2,60 ha	6,00 ha
Surface impactée indirectement		0,90	0,82	1,72 ha
Surfaces de zones humides totales à compenser		11,68 ha	7,69 ha	19,37 ha
Ratio de compensation	biodiversité et fonctionnalités conservées et compensation dans le même bassin versant	100 %		-
	biodiversité et/ou fonctionnalités non conservées ou compensation dans un autre bassin versant	150 %	200 %	

En réponse, les mesures de compensation « zones humides » ont été ciblées sur les secteurs suivants :

Site de compensation	Secteur de compensation	Surface totale (ha)	Surface de milieux aquatiques et humides (ha)
Vallée du Courbary	N°3 – Bois de la Brénanchie	22,24	3,57 restauration du fond de vallée avec suppression de merlons – aménagement du cours d'eau pour favoriser le débordement – restauration de zones humides
Bois de la Garenne	N°3 – Bois de la Brénanchie	7,41	
Chez Rabalard	N°5 - Sources de la Bonniere	7,65	0,42 suppression du drainage – restauration de zones humides et des mares forestières
Grenord	N°9	38,56	0,62
Sud du Viaduc	N°10 - Vallée de la Soulène		1,41
Chez Béard – St Claud	-	4,65	
Bois de Boucherant	N°6 - Bois Braquet/Bois Boucherant	0,25	
<b>TOTAL – ha</b>		<b>80,76</b>	<b>6,02</b>

La compensation « zone humide » est de type : restauration en favorisant le débordement du cours d'eau, étrépage, suppression de drains ...

Une simple mesure de gestion ne constitue pas une compensation.

Pour chaque site de compensation une étude est fournie par le bénéficiaire précisant l'état initial de la parcelle, le projet de restauration avec la plus-value associée, le gain apporté en termes de linéaire ou surface, le mode de maîtrise foncière et de gestion et les modalités de mises en œuvre dont les modalités techniques, le calendrier, le phasage et les précautions. Une analyse de la fonctionnalité et des habitats de la zone humide est réalisée. L'étude est transmise pour validation au service en charge de la police de l'eau et à l'AFB au moins 1,5 mois avant sa mise en œuvre.

Chaque zone humide de compensation est associée un programme opérationnel de gestion prévu.

Ce document de gestion précise notamment, en fonction de l'objectif recherché, la fréquence et le calendrier des interventions envisagées, les zones à traiter ainsi que les techniques particulières retenues, compte-tenu des remises en état et restauration réalisées et des enjeux présents localement.

Les modalités de surveillance et d'intervention sur les espèces invasives sont également précisées.

Par la suite, ces opérations d'entretien (dates d'intervention, modalités, responsables...) sont consignées dans un cahier d'entretien des sites.

Les mesures compensatoires peuvent être mutualisées avec les objectifs de compensation liés aux espèces protégées inféodées aux milieux humides, dont l'objectif a été fixé à 23,74 ha par l'arrêté n°111/2017 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales protégées si et seulement si le bénéficiaire démontre séparément qu'elles compensent les impacts du projet sur les zones humides d'une part, et sur les espèces protégées d'autre part.

### 10.3. Durée et mise en œuvre des mesures compensatoires

Pour chaque mesure de compensation, le maintien des objectifs attribués au titre de la compensation est assuré tout au long de la durée d'engagement du maître d'ouvrage.

La durée totale de mise en œuvre des mesures de compensation « cours d'eau » et « zones humides » est de 3 années à compter de la prise de l'arrêté et pour une durée de 30 ans avec :

50 % des surfaces acquises avant le 1<sup>er</sup> septembre 2018

50 % des restaurations et plans de gestions zones humides et du linéaire de compensation avant le 31 décembre 2018

100% des surfaces acquises avant le 31 décembre 2019.

100 % des plans de gestion zones humides et des compensations cours d'eau avant le 31 décembre 2020.

Un décalage d'une année peut être sollicité auprès du service en charge de la police de l'eau en cas de conditions climatiques défavorables au bon déroulement des travaux.

En cas de non-respect de l'échéancier, le bénéficiaire propose des mesures de compensation supplémentaires aux mesures ci-avant prescrites afin de prendre en compte les pertes intermédiaires supplémentaires.

Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage est lancé en 2018 pour permettre de renforcer la mobilisation foncière (achat ou conventionnement) en accentuant les démarches auprès des acteurs et gestionnaires, - de rédiger les plans de restauration et de gestion par site de compensation.

Les données des sites de compensations et leur géolocalisation sont transmises sous forme d'un système d'information géographique et actualisé tous les ans.

La mise en gestion des parcelles et le suivi sont confiés à un organisme de gestion pour 30 ans.

Un plan de gestion et un programme de travaux détaillés par site de compensation est fourni au service de police de l'eau. Les travaux sur cours d'eau ou zones humides peuvent être réalisés par un syndicat hydraulique ou autre organisme dans le cadre d'une convention. Elle est envoyée au service en charge de la police de l'eau.

Pendant le chantier : si des adaptations au projet réduisent le linéaire, la surface ou le volume de cours d'eau ou de zones humides impactés, les linéaires, surfaces ou volumes à compenser peuvent être diminués en conséquence.

En revanche, tout linéaire, surface ou volume supplémentaire impacté et non prévu au dossier, doit faire l'objet d'un porter-à-connaissance préalable, permettant à l'autorité administrative compétente concernée d'apprécier la procédure administrative adaptée (arrêté complémentaire; le cas échéant : déclaration « loi sur l'eau » ou autorisation environnementale).

A cette fin, le bénéficiaire adresse au service en charge de la police de l'eau, deux tableaux de synthèse actualisant respectivement les pertes et gains sur les zones humides et cours d'eau 6 mois après le démarrage des travaux impactant les milieux aquatiques et humides, puis tous les 6 mois et jusqu'à la mise en service du projet. Dès lors que ces impacts supplémentaires s'avèrent négatifs, résiduels et significatifs, ils doivent faire l'objet de mesures de compensation supplémentaires à celles initialement prévues. Ces nouvelles mesures doivent être conformes aux principes édictés ci-dessus.

En cas de constat d'échec ou de manque d'efficacité des mesures, le maître d'ouvrage s'engage à proposer des mesures rectificatives ou une actualisation de la compensation. Cette actualisation peut être en nature (modification des sites de compensation ; adaptation ou révision des travaux de génie écologique et des modalités de gestion conservatoire des sites de compensation) et en quantité (augmentation des linéaires, surfaces ou volumes à compenser).

#### **Article 11 : Entretien et suivi des ouvrages en phase exploitation**

En phase d'exploitation, toute perturbation hydromorphologique (incision du lit, érosion de berges...) constatée sur le cours d'eau définitif par les agents du service en charge de la police de l'eau doit être corrigée par le maître d'ouvrage.

En phase d'exploitation, le bénéficiaire et/ou l'exploitant assure à ses frais la visite et l'entretien réguliers des différents ouvrages, installations et aménagements concernés par la présente autorisation. Cet entretien consiste, en particulier, à :

- maintenir en parfait état de fonctionnement de l'ensemble des ouvrages hydrauliques (enlèvement des dépôts de toute nature : (déchets, embâcles, engravements, sédiments, ...) ;
- contrôler le développement de la végétation (reprise des plantations, fauchage, faucardage, élagage ...) ;
- veiller à l'absence d'obstacles à l'écoulement des eaux et de risques d'embâcles par élagage ou recépage
- surveiller et entretenir régulièrement les aménagements spécifiques réalisés en faveur de la faune.

Les obligations d'entretien indiquées ci-dessus peuvent être remplies par toute structure dûment mandatée par le bénéficiaire.

Les ouvrages ou installations réalisés par le bénéficiaire sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon écoulement des eaux, la circulation des mammifères et des poissons, le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Le bénéficiaire assure un entretien régulier des aménagements et veille à ce que la dégradation éventuelle de son ouvrage ne représente pas de risques pour la sécurité publique au droit ou à l'aval de l'ouvrage, ni de risques de formation d'obstacles à l'écoulement des eaux, par effondrement ou transport de blocs solides. Il réalise un suivi attentif de l'évolution des végétaux.

### **Entretien des ouvrages de gestion des eaux de ruissellement**

L'ensemble du système d'assainissement pluvial et des ouvrages hydrauliques est conçu pour être contrôlable ; le gestionnaire de la voie s'assure de la fonctionnalité de ces équipements tout au long de l'année, en particulier après chaque épisode pluvieux et/ou de crue important.

L'entretien du réseau de fossés de collecte des eaux de plate-forme consiste à retirer tout obstacle à l'écoulement des eaux ou diminuant les capacités d'écoulement initial.

Les traitements hivernaux, sels en hiver sont utilisés de façon exceptionnelle afin de limiter la pollution. Les salages préventifs en période hivernale et l'entretien mécanique sont privilégiés.

Les bassins font l'objet d'au moins 1 à 2 visites annuelles d'entretien qui comprennent a minima : l'enlèvement des flottants ; le faucardage des berges ; la vérification de la stabilité et, le cas échéant, de l'imperméabilité du bassin ; le nettoyage des grilles amont et aval ; la vérification de l'orifice de régulation du débit de fuite ; la vérification du bon fonctionnement et l'entretien des vannes de sectionnement ; la vérification et l'entretien des buses d'entrée et du système de distribution en entrée de bassin. L'entretien spécifique des by-pass.

La vérification de l'épaisseur des boues accumulées dans les ouvrages est effectuée après 3, 6 et 10 ans de mise en service de la route, puis tous les 5 ans. Un curage est réalisé si le volume mort en fond de bassin devient inférieur à 15 cm (environ tous les 10 ans). Les boues extraites sont récupérées et traitées dans les filières autorisées selon leur niveau de pollution.

### **Entretien des bas-côtés**

Les techniques mécaniques ou thermiques d'entretien des bas-côtés (fauchage, débroussaillage, élagage) sont privilégiées : l'utilisation de produits phytosanitaires est limitée aux zones où les techniques mécaniques ne sont pas possibles ou aux secteurs présentant un risque particulier pour la sécurité du personnel d'intervention. Seuls des produits phytosanitaires adaptés aux classements toxicologiques et dans des quantités acceptables pour les milieux aquatiques sont alors utilisés.

L'exploitant tient à la disposition du service de la police de l'eau un registre d'entretien des différents dispositifs de traitements.

## **Article 12 : Suivi en phase d'exploitation**

A l'issue d'une période de deux ans de mise en service, le bénéficiaire, en cas de dégradation de la Charente ou de la Soulène, s'engage à mettre en place un suivi de la qualité des rejets en entrée et en sortie des bassins de rétention pendant 3 ans, permettant de s'assurer de la qualité en termes de charge polluante des eaux de ruissellement traitées avant leur rejet dans le milieu récepteur.

Paramètres suivis : Ph, conductivité, MES, DBO5, DCO et Hydrocarbures Totaux ;

Fréquence : 2 par an, en été et en hiver, après une pluie de retour 2 mois minimum et après une période sèche d'au moins 07 jours qu'il convient de spécifier.

Les cours d'eau impactés font l'objet d'un suivi sur l'évolution hydromorphologique à 1 an, 3 ans et 5 ans après leur réalisation.

### **Modalités de suivi des mesures compensatoires**

Pour toutes les mesures compensatoires, les dispositions visent une obligation de résultat et doivent être contrôlables et mesurables afin de suivre leur efficacité, sur toute leur durée de mise en œuvre. Le programme détaillé de suivi des mesures compensatoires est transmis pour validation au service police de l'eau.

Ces suivis, dont les modalités et le calendrier sont précisés dans le plan d'aménagement et de gestion de chaque site, sont présentés en comité de suivi.

Dans le cas de non-respect des objectifs de compensation, le bénéficiaire est tenu de les corriger ou de proposer de nouvelles mesures permettant d'atteindre les objectifs de compensation définis dans la décision d'autorisation

Le maître d'ouvrage rend compte des mesures de compensations pendant une durée de 5 années. A cette fin, il réalise annuellement et à ses frais, un rapport qu'il transmet au service de police de l'eau au plus tard au 1<sup>er</sup> mars de l'année n+1. Ce rapport est transmis en version papier et informatique. Il présente pour chaque mesure de compensation :

1. Les installations, ouvrages ou travaux hydrauliques ou de génie écologique réalisés lors de l'année N, les coûts engendrés et les difficultés éventuelles rencontrées ;
2. Le récapitulatif des mesures de gestion prévues au programme opérationnel de gestion conservatoire et déployées lors de l'année N ;
3. Les résultats bruts des données de suivi et un diagnostic de ces derniers au regard des objectifs fixés à chaque mesure de compensation ;
4. La liste des installations, ouvrages ou travaux hydrauliques ou de génie écologique et des mesures de gestion prévues à l'année N+1.

Le maître d'ouvrage détaille notamment la manière dont les résultats des suivis induisent une réorientation éventuelle des mesures de gestion futures, au regard des objectifs de résultat fixés pour chaque mesure de compensation.

Dans le cas où l'objectif fixé à l'une des mesures de compensation ne serait pas atteint malgré le déploiement de moyens adéquats (évaluation sur la base des suivis réalisés), des mesures complémentaires sont proposées et mises en œuvre par le maître d'ouvrage.



### **Article 13 : Récolement**

A l'achèvement des travaux, le bénéficiaire transmet un dossier de récolement au service de la police de l'eau constitué de toutes les pièces techniques et graphiques nécessaires à la parfaite connaissance des ouvrages, en particulier des réseaux hydrauliques, tels qu'ils ont été réalisés et de leur mode de fonctionnement et d'entretien.

Ce dossier est présenté sous la forme de fichiers électroniques établis à partir de logiciels standards, ainsi que d'un exemplaire papier des plans de récolement, indiquant l'implantation des ouvrages et en précisant les coordonnées géo-référencées. Il comporte également un tableau synthétique des caractéristiques de ces aménagements et un plan de récolement spécifique pour les grands franchissements, ainsi que les pièces techniques et graphiques nécessaires à la parfaite connaissance des ouvrages tels qu'ils ont été réalisés et de leur mode de fonctionnement, en particulier pour les bassins de rétention.

### **Article 14 : Comité de suivi**

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place, dès 2018, un comité de suivi de l'ensemble des mesures énoncées. Ce comité de suivi peut être commun avec celui des espèces protégées.

Sa composition et son organisation sont soumises à validation du service en charge de la police de l'eau à la DDT de la Charente et de la DREAL Nouvelle-Aquitaine (Service Patrimoine Naturel).

Le comité se réunit au moins une fois par an pendant la phase chantier et pendant les 5 années suivant l'aménagement de la RN141 (année n), puis tous les 5 ans jusqu'à l'année n+30.

### **Article 15 : Bilans**

En phase chantier, une diffusion trimestrielle des comptes-rendus de chantier est faite au service en charge de la police de l'eau et à l'AFB).

En phase exploitation, le service en charge de la police de l'eau est destinataire d'un bilan de mise en œuvre et de suivi de l'ensemble des mesures énoncées du présent arrêté. La diffusion de ces bilans est réalisée annuellement les 5 années suivant l'aménagement de la RN141 (année n), puis tous les 5 ans jusqu'en année n+25.

### **Article 16 : Durée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de sa date de signature.

### **Article 17 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

Le bénéficiaire établit un plan d'intervention d'urgence à déposer auprès du préfet et du service chargé de la police de l'eau, trois mois avant la date de mise en exploitation de l'infrastructure et régulièrement mis à jour.

Il comprend notamment :

- une carte du réseau hydrographique et de la situation géographique des zones humides vulnérables,
- la situation des bassins de rétention et de confinement du réseau de collecte,
- les itinéraires d'accès et les principes de fonctionnement,
- les points d'intervention possibles pour arrêter la pollution, signalés pour être facilement repérables par le personnel d'exploitation,
- les délais d'intervention précisés,
- une liste des personnes et organismes à prévenir.

### **Article 18 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le bénéficiaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet du département, à la DDT 16 et à la DREAL Nouvelle-Aquitaine (Service Patrimoine Naturel) les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation et dérogation, qui sont

de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement et aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Ces accidents ou incidents sont portés au journal de bord pendant la phase chantier. En cas de nécessité, les suivis prévus aux articles 8 et 10 peuvent apprécier les effets de ces accidents ou incidents sur les espèces protégées ou leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, l'exploitant ou à défaut le propriétaire doit prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui sont la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Le préfet peut prescrire aux personnes mentionnées ci-dessus les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté ou en circonscrire la gravité et, notamment, les analyses à effectuer.

En cas de carence, et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Le préfet et les maires intéressés informent les populations par tous les moyens appropriés des circonstances de l'incident ou de l'accident, de ses effets prévisibles et des mesures prises pour y remédier.

Les agents des services publics d'incendie et de secours ont accès aux propriétés privées pour mettre fin aux causes de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et prévenir ou limiter les conséquences de l'incident ou de l'accident.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui sont la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 19 : Caducité de l'autorisation**

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet si les travaux liés à la présente autorisation ne sont pas démarrés dans un délai de 2 ans à compter du jour de la notification de l'autorisation.

Le délai mentionné au 1<sup>er</sup> alinéa est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation au titre de la loi sur l'eau :

1. d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation au titre de la loi sur l'eau ou ses arrêtés complémentaires ;

#### **Article 20 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux dispositions de la présente autorisation et aux plans d'exécution. Ils sont également situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation lorsque ceux-ci ne sont pas contraires à la présente autorisation ou aux plans d'exécution.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des plans d'exécution doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions des articles R181-45 et R181-46 du code de l'environnement.

#### **Article 21 : Caractère précaire de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le bénéficiaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration peut prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du bénéficiaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt

de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le bénéficiaire change ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintient pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### **Article 22 : Sanctions et contrôles – accès aux installations**

Sous réserve de souscrire aux règles de sécurité imposées par le coordonnateur de sécurité dans le cadre des travaux, les agents chargés de la police de la nature ont libre accès aux installations, travaux ou activités autorisés par la présente dérogation. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

La DREAL Nouvelle-Aquitaine (Service Patrimoine Naturel) et les services en charge de la police de l'eau, de l'ONCFS et de l'AFB peuvent, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels et cartographiques. Le bénéficiaire permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

#### **Article 23 : Condition de renouvellement de l'autorisation**

Deux ans au moins avant la date d'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire, s'il souhaite en obtenir la prolongation ou le renouvellement, adresse au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R181-49 du code de l'environnement.

Cette demande est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés.

#### **Article 24 : Transfert de l'autorisation**

Le transfert de l'autorisation fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire.

Cette déclaration est faite préalablement au transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration, ainsi que les pièces justifiant les capacités techniques et financières du nouveau bénéficiaire. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

S'il entend s'opposer au transfert, le préfet notifie son refus motivé dans le délai de deux mois.

#### **Article 25 : Cessation d'activité pour une durée supérieure à deux ans**

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif. En cas de cessation définitive ou d'arrêt de plus de deux ans, conformément à l'article R214-48, le propriétaire de l'ouvrage est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L181-23 et à l'article L214-3-1. La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L211-1 pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

## **Article 26 : Remise en état des lieux**

Si à l'échéance de la présente autorisation, le bénéficiaire décide de ne pas en demander le renouvellement, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire, propose selon les dispositions de l'article L.214-3-1 du code de l'environnement, un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Il en est de même si le bénéficiaire met fin à l'exploitation avant la date prévue.

## **Article 27 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 28 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 29 : Publication et information des tiers**

L'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, les arrêtés complémentaires sont publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Un extrait de l'arrêté d'autorisation, indiquant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis et, le cas échéant, les arrêtés complémentaires sont affichés pendant un mois au moins dans les mairies de Roumazière-Loubert, Exideuil-sur-Vienne, Nieul, Suris, la Peruse et Chabanais. pour lequel le maire réalise un procès verbal.

Un dossier sur l'opération autorisée, comprenant l'avis de l'autorité compétente en matière d'environnement lorsqu'il est requis en application de l'article L. 122-1, est mis à la disposition du public à la préfecture de la Charente ainsi qu'à la mairie de la commune où doit être réalisée l'opération ou sa plus grande partie pendant deux mois à compter de la publication de l'arrêté d'autorisation.

Un avis relatif à l'arrêté d'autorisation est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département ou les départements intéressés ; il indique les lieux où le dossier prévu à l'alinéa précédent peut être consulté.

L'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, les arrêtés complémentaires sont mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture pendant un an au moins.

## **Article 30 – Voies et délais de recours**

La présente autorisation peut être déférée à la juridiction administrative :

1° Par les bénéficiaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article 8.13 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L411-6 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans

l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R181-45.

### **Article 31 – Exécution**

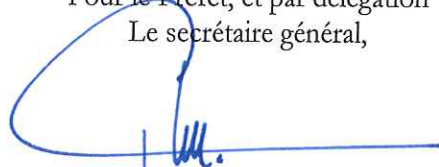
Le secrétaire général de la préfecture de la Charente, le sous-préfet de Confolens, les maires des communes de Roumazière-Loubert, Exideuil-sur-Vienne, Nieuil, Suris, la Peruse et Chabanaise, la directrice départementale des territoires de la Charente, le directeur de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la Nouvelle-Aquitaine, le directeur de la direction interdépartementale des routes Atlantiques (DIRA), le commandant du groupement de gendarmerie de la Charente, le chef du service départemental de l'agence française pour la biodiversité, le chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de la Charente, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Il est notifié au bénéficiaire, et une copie est transmise pour information à Monsieur le Délégué régional de l'Agence Française de la Biodiversité, Monsieur le Délégué régional de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage.

Fait à Angoulême, le

**16 FEV. 2010**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le secrétaire général,



Xavier CZERWINSKI